

REGLEMENT DE LA CONSULTATION VALANT CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché de prestations intellectuelles passé selon la procédure adaptée en application de l'article en application du 1° de l'article R 2123-1 du code de la commande publique

Personne Publique : COPLER

Objet du marché :

**Appel d'Offres pour la Renaturation de 6 Cours de crèches,
1 Relai Petite Enfance et 1 cour d'école du territoire de la
COPLER**

Date de publication de l'annonce : 12/04/2024
Date de réception des offres : 17/05/2024 à 20h

POUVOIR ADJUDICATEUR :

COPLER
6 RUE DE LA TETE NOIRE
42470 SAINT SYMPHORIEN DE LAY
Tel : 04.77.62.77.62
www.copler.fr

ARTICLE 1ER - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Contexte Général

La Communauté de Communes du Pays entre Loire et Rhône (COPLER), composée de 16 communes rurales et englobant environ 14 000 habitants sur un territoire de 250 km², s'inscrit dans une démarche de développement durable et de préservation de l'environnement. Dans ce cadre, la COPLER a obtenu une subvention de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne pour mener une étude de renaturation des cours de crèches et écoles du territoire.

1.2. Objectifs de la Consultation

L'objectif principal de cette consultation est de sélectionner un prestataire pour réaliser une étude de Maîtrise d'Œuvre Paysagère visant à renaturer et/ou désimperméabiliser et/ou déconnecter du réseau les cours de crèches et écoles de la COPLER. Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une démarche globale de renaturation des bourgs, visant à désimperméabiliser les espaces publics et à favoriser des solutions fondées sur la nature pour une meilleure gestion des eaux pluviales.

1.3. Périmètre de l'Étude

La présente consultation concerne spécifiquement la renaturation des cours des crèches et écoles situées sur le territoire de la COPLER. Les établissements concernés sont les suivants :

- 6 crèches
- 1 relai Petite Enfance
- 1 école publique

1.4. Objectifs Spécifiques

Les objectifs de cette étude sont multiples, comprenant notamment :

- Déconnecter les eaux pluviales des réseaux et les infiltrer via un espace désimperméabilisé et végétalisé.
- Gestion des eaux pluviales à la source pour améliorer la qualité de l'eau et mieux gérer la ressource en eau
- Créer des ilots de fraîcheur même en période de forte température
- Offrir des espaces de jeux et de découverte de la nature en lien avec l'âge des enfants concernés
- Placer le bien-être des usagers et en particulier des enfants au cœur du projet :
 - Répondre aux besoins des enfants (besoin de se dépenser, de jouer, courir, découvrir, expérimenter, explorer, se détendre, d'interactions sociales)
 - Santé des enfants (activité physique, air extérieur)
 - Favoriser la biodiversité à travers le développement de la nature en ville. Reconnecter l'enfant à la nature pour inciter au respect de l'environnement
 - Faire participer enfants, parents, équipe professionnelle autour d'un projet commun
 - Être le plus souvent dehors : espaces pour faire la classe dehors, le sport dehors, tables pour déjeuner
 - Favoriser l'autonomie, la créativité
- Concernant l'école notamment : développer un volet participatif et pédagogique autour des enjeux

cités préalablement et questionner les usages éducatifs de ces nouveaux espaces. Permettre la mise en place de projets pédagogiques : l'apprentissage par la nature, classe dehors

- Co-construire le projet de cour avec l'ensemble des acteurs concernés
- Viser la sobriété : pour respecter l'environnement et préserver les ressources : (ré)utilisation de matériaux existants, valorisation des espaces naturels, simplicité des aménagements, emploi d'éco-matériaux, de matériaux naturels Les solutions simples sont parfois les plus efficaces et les moins onéreuses.
- Proposer des aménagements simples d'entretien
- Montrer à travers les propositions de réalisation, qu'il n'est pas impossible de concilier les intérêts des enfants et des adultes
- Donner un caractère d'exemplarité pour les autres écoles du territoire au projet « pilote » qui sera déployé sur la commune volontaire (il existe beaucoup de réticences sur l'intérêt de renaturer les cours d'école dans des communes à caractère rural, beaucoup d'élus pensent qu'il s'agit d'une « mode » issue de la ville).

1.5. Calendrier Prévisionnel

Le calendrier de réalisation de l'étude est précisé dans le Cahier des Charges. La consultation sera lancée le 12/04/2024, et l'ensemble des études (DCE compris) devront être achevées au plus tard avant le 06/10/2025 (date limite Agence de l'eau).

1.6. Modalités d'Exécution

Les modalités d'exécution de l'étude, ainsi que les phases prévues, seront définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) qui fera partie intégrante du marché.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Étendue de la Consultation

Le présent marché fait l'objet d'une procédure adaptée conformément au 1° de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

2.2 - Nomenclature

Le marché relève de la nomenclature suivante :

Code CPV : 71313000-5 - Services de conseil en ingénierie de l'environnement.

2.3 - Prestations Attendues

Les prestations à réaliser nécessitent des compétences variées, incluant notamment :

- Aménagements paysagers et ludiques
- Gestion des eaux pluviales en aérien et déconnection des réseaux
- Co-construction des projets de cour avec l'ensemble des acteurs concernés
- Réalisation des relevés topographiques si nécessaires
- Travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD).

2.4 - Compétence du candidat :

L'équipe doit présenter des compétences en termes d'aménagement et de paysage (paysagiste concepteur), de gestion alternative des eaux pluviales et de concertation avec les usagers. Une compétence géomètre est également nécessaire pour faire établir, en fonction des besoins, les relevés géomètres préalables aux études.

Une réponse en groupement est possible pour pouvoir mener à bien l'ensemble des 8-projets. Dans ce cas ou en cas de sous-traitance la note méthodologique devra préciser les compétences de l'ensemble de l'équipe.

2.5 - Forme Juridique du Groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Le mandataire du groupement représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur public et coordonnera les prestations. Le mandataire du groupement est désigné dans l'acte d'engagement.

La forme du groupement est libre au stade de la présentation des candidatures. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il sera précisé, en outre, le nom, la qualification et les titres d'études des membres envisagés dans l'équipe ou du groupement mis en place pour l'étude, ainsi que le nom et la qualification de l'animateur responsable de cette étude.

Il est imposé que chaque candidat, candidat unique ou groupement, justifie des compétences minimales dans les domaines suivants :

- Paysagiste-concepteur ;
- Méthodes de concertation et co-construction avec les usagers
- Compétences de géomètre pour les relevés topographiques (sous-traitance possible) .

Cette liste n'est ni limitative ni exhaustive. Par contre elle ne pourra être moindre sous peine d'exclusion. Plusieurs de ces compétences peuvent être assurées par un même membre de l'équipe. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la remise des offres.

2.6 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les candidats doivent obligatoirement soumettre une offre pour la solution de base.

2.7 - Options

Les options sont autorisées.

2.8 – Composition du marché

Cette étude groupée sera scindée en 2 tranches :

- Une tranche ferme comprenant :
 - Si nécessaires : les relevés géomètres, relevés de terrains et études préalables à la réalisation des états de lieux des différents sites.
 - animation d'une démarche de concertation auprès des acteurs concernés (équipe professionnelle , équipe d'entretien, usagers du site, parents.) Pour la cour d'école un travail d'atelier participatif avec les enfants sera mené pour faire émerger leurs attentes.

Concernant les crèches, la Protection Maternelle Infantile devra être consultée.

- La réalisation d'une esquisse basée sur les résultats de la concertation qui intégrera au besoin plusieurs scénarios
- Les études d'APS
- Les études d'APD

Cette première tranche devra aboutir à la livraison pour chaque cours d'un projet détaillé et chiffré, intégrant un planning en cohérence avec le planning global. Des documents de communication graphique adaptés et permettant la compréhension de tous (3D, photomontage...) seront également à fournir.

➤ Une tranche conditionnelle n°1 comprenant :

- Les études PRO
- L'ACT intégrant le DCE, l'analyse des offres et la préparation des marchés

➤ Une tranche conditionnelle n°2 comprenant :

- VISA
- DET
- AOR
- OPC

2.9 - Modifications de Détail au Dossier de Consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation jusqu'à dix jours avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

2.10 - Forme et Durée du Marché

2. 10.1 - Durée

La prestation débutera à la notification du marché, prévue pour juin-2024. Le calendrier de réalisation sera validé par la COPLER au lancement du marché, spécifiant les différentes phases de production et de validation.

2. 10.2 - Délai de Validité des Offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres, soit le 17 mai 2024

2.11 - Unité Monétaire

Le contrat sera conclu en euros (EUR).

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation pour l'appel d'offres de renaturation des cours de crèches, RPE et cour d'école comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des charges valant Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), détaillant les spécifications techniques de la mission.
- L'Acte d'Engagement (AE), précisant les engagements contractuels entre le maître d'ouvrage

et le prestataire.

- Le Détail des Prix Global et Forfaitaire (DPGF), spécifiant les prix unitaires et les montants globaux des prestations
- Une attestation à compléter et signer (Annexe1)
- Un document de présentation des équipements (Annexe 2)
- Un document annexe concernant une première esquisse réalisée sur la crèche de ST Cyr de Favières (L'hôpital sur Rhins) (Annexe 3)

Les candidats sont tenus de vérifier dès le téléchargement le contenu du dossier téléchargé et sa conformité à la liste des pièces énumérées ci-dessus.

3.2 Retrait des dossiers de consultation

Le dossier de consultation est disponible en téléchargement sur le site internet de la CoPLER-à l'adresse suivante : <https://www.copler.fr/marche-public/>

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation jusqu'à 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant téléchargé le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente s'applique en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES DEMATERIALISEES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Elles seront transmises par mail via un lien de téléchargement comprenant l'intégralité du dossier.

4.1 Documents liés à l'offre

- Note méthodologique

Il est attendu que le candidat propose une méthodologie détaillée et ciblée permettant de mener à bien l'ensemble des études des 8 équipements dans le temps imparti. Un des objectifs de cette étude groupée étant de parvenir à des économies d'échelles (en phase étude et travaux). L'attention est attirée sur l'échéance finale du 06/10/2025, date à laquelle doivent être transmis au plus tard l'ensemble des études (y compris DCE) à l'Agence de l'eau. Cette méthodologie devra impérativement proposer un planning intégrant les phases de concertations et ateliers participatifs, les phases d'études et les phases de travaux (période estivale pour la cour d'école et automne / hiver pour les cours de crèche). Une première phase de travaux est envisagée pour l'été 2025. Le planning prévisionnel devra également intégrer les votes de budgets communaux et intercommunaux qui ont lieu chaque année en mars ainsi que les délais nécessaires à l'obtention des subventions.

La méthodologie devra également détailler les points suivants :

- Méthode de concertation et atelier participatif avec les usagers : élèves/équipe professionnelle /élus/agents techniques (nombre de séances, etc.)
- Le dimensionnement des réunions de travail, COPIL et COTECH

- Une vision globale sur ces thématiques liées à l'enfance (une attention est attendue sur la sobriété des aménagements, le contexte rural, l'approvisionnement en local et la non toxicité des matériaux et végétaux)
- Une vision alternative de gestion des eaux pluviales

➤ Une offre financière

L'offre financière devra faire apparaître les 8 équipements (7 sites de projet) et les trois tranches (ferme et conditionnelles 1 et 2), les coûts jours et le nombre de jours. L'offre devra être forfaitaire et non indexée sur l'estimatif des travaux. Les options sont autorisées. Le DPGF joint en annexe est à compléter, il peut être complété ou modifié mais le découpage par site et tranche doit être conservé.

➤ Un dossier de références des membres de l'équipe

Les références doivent être choisies et sélectionnées en cohérence avec les thématiques de l'étude. Des références en animation d'ateliers participatifs sont les bienvenues.

Autres documents administratifs à faire apparaître dans l'offre dans un dossier distinct :

- L'acte d'engagement complété et signé
- L'attestation en Annexe 1 complétée et signée
- Le formulaire DC1 dûment complété et signé. En cas de groupement le DC1 est signé par tous les cotraitants
- Le/les formulaire(s) DC2 dûment complétés. En cas de groupement il est fourni un DC2 par cotraitant. Les annexes demandées au DC2 sont fournies le cas échéant
- Le formulaire DC4 dûment complété et signé en cas de sous-traitance
- Les attestations d'assurances professionnelles
- Tout document permettant d'apprécier les garanties professionnelles (titre Paysagiste concepteur notamment) et les moyens humains et techniques du groupement

ARTICLE 5 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1- Examen des candidatures

5.1.1- Élimination des candidatures

Seront éliminées à l'examen des offres :

Les candidatures des opérateurs économiques faisant l'objet d'une interdiction de soumissionner.
Les candidatures des opérateurs économiques ne fournissant pas l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 4-1 du présent règlement de consultation, sauf régularisation dans un délai de 10 jours après information du Maître d'ouvrage.
Les candidatures envoyées par voie postale.

5.1.2 Régularisation des Candidatures

Toute offre irrégulière pourra être régularisée pendant la négociation, conformément à l'article R. 2152-7 du Code de la Commande Publique. Toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu dans un délai maximal de 5 jours, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Dans ce cas, le candidat devra justifier son prix.

5.2 Jugement des Offres

Le jugement des offres se fera selon les critères suivants :

- **Prix : 30%**
- **Technique : 70%** : Compétence de l'équipe - Expérience similaire et références - Méthodologie - Calendrier

5.3 Négociation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier le marché, ou de ne pas le faire si les offres sont conformes et répondent aux besoins.

La possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation est également envisagée. Cependant, des négociations pourraient être conduites dans des conditions d'égalité si nécessaire. Les candidats pourront être invités à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans apporter de modifications substantielles au présent cahier des charges.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

6.1- Transmission électronique

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limite de réception indiquées sur la page de garde du présent document, et devront être transmises uniquement par mail (via un lien de téléchargement unique) à l'adresse suivante : ajammes@copler.fr.

Les offres envoyées sous enveloppes ou hors délais seront rejetées.

au plus tard le **17/05/2024 à 20h**

Elles seront adressées à :

Monsieur le Président

Communauté de Communes du Pays entre Loire et Rhône (COPLER)

44 rue de la Tête Noire - 42470 Saint Symphorien de Lay

Tél : 04 77 62 77 62

www.copler.fr

Recommandations pratiques :

- il est recommandé (bien que cela ne soit pas obligatoire) aux candidats de s'identifier sur la plateforme de l'acheteur public avant de télécharger un DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). Cette identification permettra aux candidats d'être informés en temps réel de toute modification apportée au DCE en cours de procédure ;
- l'entreprise peut modifier sa candidature jusqu'à la date « butoir » de remise des plis ;
- si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.
- l'offre ne doit pas contenir de virus informatique. Si tel est le cas, l'offre pourra être considérée comme irrégulière (Rép. Min. N°15803, JO Sénat 3 février 2005, p.257) ;
- par prudence (et bon sens), il est préconisé de ne pas attendre la date limite de remise des candidatures et offres, une difficulté informatique pouvant intervenir à tout moment sans que la date limite de dépôt des documents puisse être modifiée. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

6.2- Copie de sauvegarde selon l'arrêté du 22 mars 2019

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais

impartis pour la remise des candidatures ou des offres. La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du Code de la Commande Publique. Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée, elle est détruite.

6.3- Signature électronique

La signature électronique du contrat par l'attributaire est possible dans le cadre de cette consultation.

6.4- Format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls,.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement du marché sera effectué conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique (délai global de paiement de 30 jours).

Les acomptes seront versés au fur et à mesure de l'exécution du marché dans le respect des règles de la comptabilité publique.

7.1 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG- FCS.

7.2- - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au

titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

ARTICLE 8 : DONNEES A CARACTERE PERSONNEL « COLLECTEES » PAR LE PRESTATAIRE EN QUALITE DE RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Le Prestataire est amené dans le cadre de l'exécution du Contrat à traiter des données à caractère personnel relatives aux agents de la personne publique, notamment les informations concernant l'identité des interlocuteurs désignés pour l'exécution du contrat.

Dans ce cadre, les parties s'engagent à respecter les dispositions du règlement Européen n° 2016/679 dit règlement général sur la protection des données, ainsi que celles de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Plus précisément, en sa qualité de responsable de traitement de ces données à caractère personnel, le prestataire s'engage à :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour

démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

ARTICLE 9 : PROPRIETE INTELLECTUELLE.

Le régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux résultats choisi est la « Cession des droits d'exploitation sur les résultats » au sens de l'option B, définie aux articles B-25 du CCAG/PI. La réception entérine de droit le transfert de propriété.

Le titulaire cède à titre exclusif les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats à la COPLER qui en aura l'entière disposition à titre permanent et dans le monde entier.

Les résultats pourront être utilisés, entre autres, pour la réalisation de porters à connaissance à destination des collectivités partenaires.

La cession des droits porte sur tous les résultats de la prestation, notamment :

- Les rapports intermédiaires et finaux.
- Les documents de communication et diaporamas.
- Les données acquises dans le cadre de la prestation, données brutes et élaborées.
- Les données géographiques, les documents graphiques et cartographiques.

Les droits concédés par le titulaire comprennent au sens large :

- Les droits de reproduction, en autant d'exemplaires que nécessaire, par tous moyens, sur supports de toute nature, connus actuellement ou non connus, les droits de représentation par tous procédés y compris par voie hertzienne, câble, satellite...
- Les droits de faire évoluer les résultats de l'étude par tout tiers de son choix.
- Les droits d'adaptation, de correction, de simplification, d'adjonction, d'intégration à d'autres études préexistantes ou à venir ou à créer, de transcription dans d'autres langages informatiques ou langue ou à partir de création d'œuvres dérivées tant par le Parc Naturel Régional du Luberon ou par une collectivité territoriale que par un intervenant extérieur.
- Les droits exclusifs de représentation et publication auprès des tiers.
- Les droits de mise à disposition des résultats de l'étude et de ses dérivés (dossiers d'étude, rapports, données, logiciels et tout renseignement provenant de l'exécution du marché...) sous une forme quelconque à titre gratuit ou onéreux.

Si le titulaire souhaite utiliser, en dehors du cadre du marché, des informations, des résultats ou des documents obtenus dans le cadre de celui-ci, il devra obtenir l'accord de la COPLER. Le modèle pourra être réutilisé indépendamment par le titulaire et le pouvoir adjudicateur, ainsi que toutes entités désignées par l'un ou l'autre.

La diffusion des résultats de l'étude par le titulaire est interdite sans l'accord de la COPLER.

ARTICLE 10 : RESILIATION

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG/PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 32 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marc en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11 : LITIGES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable (CCIRA) des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de LYON

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine selon les lois et les règlements en vigueur auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 LYON CEDEX 03
Tél : 04 78 14 10 10
Télécopie : 04 78 14 10 65
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site : www.telerecours.fr.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats s'adresseront à :

- pour les renseignements d'ordre administratif : hgeindre@coper.fr
- pour les renseignements d'ordre technique : ajammes@coper.fr